

Explications de vote sur la stratégie du plan de déconfinement

... par Gisèle Biémouret



Explications de vote sur la stratégie du plan de déconfinement

Stratégie nationale du déconfinement : Gisèle Biémouret explique son vote.

"C'est toute en responsabilité que je me suis prononcée contre la déclaration du Premier ministre sur la stratégie nationale du plan de déconfinement. Le bouleversement de l'ordre du jour de notre Assemblée n'a fait que confirmer la fragilité de l'unité nationale souhaitée mais tellement négligée par le gouvernement n'assumant aucune concertation en amont avec les organisations politiques représentatives. Cet empressement n'est que la conséquence d'une décision unilatérale, prise sans la moindre considération pour le conseil scientifique, de fixer le déconfinement au 11 mai.

De toute évidence, la stratégie exposée à la représentation nationale n'était que partielle. Face à la persistance de la pandémie, elle nécessitera de nouvelles mesures qui devront être votées dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Le confinement a permis d'enrayer la progression du Covid-19, mais pas de le faire disparaître. Sans vaccin, sans traitement fiable, sans immunisation collective assurée, nous allons devoir vivre avec le virus et surtout la menace d'une reprise épidémique, alors même que nos soignants sont épuisés et nous implorent de leur accorder du répit. Aucune certitude ne vaut actuellement quant à l'équipement massif des Français en termes de matériels de protection ni de tests de dépistage ! Derrière les déclarations, les incertitudes subsistent quant aux capacités de protéger efficacement nos concitoyens.

Avec mes collègues socialistes, nous avons fixé en amont de cette présentation quelques « lignes rouges » considérant que le déconfinement ne puisse s'organiser sans masques gratuits, sans une politique de tests massifs, avec l'abandon de l'application de traçage et enfin la prise en compte de la crise sociale. Sur l'école, le calendrier annoncé ne paraît pas tenable, de plus il impose aux collectivités et établissements des contraintes sans apporter de contreparties matérielles et encore moins financières pour venir en aide en particulier aux décrocheurs. L'absence de mesures sociales nouvelles n'a fait que conforter ma déception. L'urgence sanitaire imposera un état d'urgence social afin de limiter les effets catastrophiques de cette crise sans précédent pour nos sociétés.

En l'état actuel de nos connaissances et de nos moyens de protection, il m'était impossible de soutenir un plan dont la mise en œuvre pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses."